

L'UE propose d'alléger les contrôles pour réduire les tensions en Irlande du Nord

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 3 heures,
Mis à jour il y a 2 heures

Bruxelles propose de réduire les contrôles d'environ 80% et les formalités douanières de 50%, créant une sorte de «voie rapide» pour certains produits à destination de l'Irlande du Nord.

Bruxelles a proposé à Londres d'alléger les contrôles sur certaines marchandises destinées à l'Irlande du Nord afin de réduire les tensions avec la province britannique sur les approvisionnements à la suite du Brexit, selon un communiqué publié mercredi. Ces propositions sont notre «*réponse sincère aux inquiétudes*» en Irlande du Nord, a souligné le vice-président de la Commission Maros Sefcovic, en présentant l'offre européenne.

Cette mesure concernerait «*un large éventail*» de marchandises provenant de Grande-Bretagne et «*consommées en Irlande du Nord*». Elle aurait pour effet de réduire les contrôles d'environ 80% et les formalités douanières de 50%, créant une sorte de «*voie rapide*» pour ces produits, a souligné le commissaire.

Des garanties attendues de Londres

En échange, pour protéger l'intégrité du marché intérieur européen et s'assurer que ces produits n'y pénètrent pas, Londres devrait donner des garanties, comme une étiquette indiquant qu'ils sont destinés à la vente «*uniquement*» au Royaume-Uni et un mécanisme de «*réaction rapide*» pour identifier et résoudre les problèmes, sous peine de mesures unilatérales de la part de Bruxelles.

La Commission est prête à engager «*des discussions intensives avec le gouvernement britannique afin d'aboutir à une solution durable et conjointe dès que possible*», précise le communiqué de l'exécutif européen. Une délégation de la Commission s'est rendue à Londres mercredi pour présenter l'offre européenne.

Maros Sefcovic doit pour sa part rencontrer le secrétaire d'Etat britannique David Frost dès vendredi à Bruxelles. Tenue pour responsable par Londres des difficultés d'approvisionnement dans la province britannique, la mise en œuvre du protocole nord-irlandais, conclu dans le cadre du traité de Brexit, empoisonne depuis des mois les relations entre Londres et Bruxelles.